



REPUBLIQUE FRANÇAISE

MONSIEUR FRANCOIS FILLON
PREMIER MINISTRE
HOTEL DE MATIGNON
57, RUE DE VARENNES
75700 PARIS 07 SP

CONSEIL REGIONAL
LE PRESIDENT

CAB/OR/601-2011

ROUEN LE 14 DECEMBRE 2011

Monsieur le Premier Ministre,

Par courrier daté du 9 juin 2011, je vous alertais sur les menaces pesant sur le devenir de l'usine de fabrication de papier M'REAL située à Alizay dans l'Eure et sur le sort de ses 330 salariés. Je sollicitais notamment l'intervention du Fonds stratégique d'investissement et de tous les moyens à disposition de l'Etat afin que l'activité papetière du site puisse se poursuivre et se développer.

Comme vous le savez, depuis de nombreux mois, la Région Haute-Normandie, les organisations syndicales et nombre d'élus locaux se sont mobilisés sans relâche pour empêcher le démantèlement de la papeterie d'Alizay qui se précise hélas chaque jour davantage. Pour inverser cette tendance, j'ai également saisi, il y a quelques semaines à peine, le PDG du groupe Metsäliitto afin qu'il intervienne auprès de sa filiale M'REAL.

Malgré plusieurs propositions sérieuses de reprise faites au groupe M'Real, sa direction s'obstine à les rejeter. La majorité régionale que je conduis ne saurait l'accepter dès lors que cette décision est uniquement mue par la recherche d'intérêts financiers et la volonté de faire obstacle à ses concurrents potentiels. Par ailleurs, cette usine, qui constitue l'un des fleurons régionaux de l'activité industrielle papetière conserve un fort potentiel. En effet, le site eurois est situé sur l'Axe Seine, dont l'Etat dit faire une priorité, et présente des savoir-faire humains et technologiques d'excellence dans le secteur stratégique du bois-papier.

Face à cette situation inadmissible, les pouvoirs publics ne peuvent rester inactifs. Au nom du Conseil régional de Haute-Normandie, je demande au gouvernement dont vous avez la charge de prendre les mesures d'expropriation qui s'imposent dans le but de maintenir l'activité papetière du site avec l'un des repreneurs.

Parce qu'il y a urgence et qu'il en va de la lutte contre la désindustrialisation, je veux croire à un soutien total et rapide du gouvernement.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier ministre, l'assurance de ma haute considération.

Alain LE VERN

HOTEL DE REGION